

Allemagne

Accueil des réfugiés : une page se tourne

10 ans après la phrase d'Angela Merkel « Wir schaffen das! » (« Nous allons y arriver! »), reportage dans la banlieue de Berlin auprès de bénévoles qui confirment que l'accueil des réfugiés n'est plus dans l'air du temps outre-Rhin.

Originaire de Kaboul (Afghanistan), Mohammad Tamim Faqiri a refusé de se battre pour les Talibans qui le menaçaient de mort, après avoir assassiné trois de ses amis. Il a fui son pays natal pour atterrir à Schönwalde-Glien. À l'issue d'une Odyssée ponctuée d'échecs et de réussites, Mohammad a reçu en début d'année la nationalité allemande après avoir obtenu son diplôme d'infirmier-anesthésiste en soins intensifs. C'est l'un des nombreux destins que Rainer Steussloff a rassemblés dans un livre, composé de biographies.

Point commun : ces personnes ont vécu un certain temps dans le foyer pour réfugiés Er-

lenbruch de cette cité-dortoir de 11 000 habitants, accolée au quartier berlinois de Spandau. Un millier de personnes environ ont transité en dix ans par ces deux bâtiments provisoires d'un gris délavé.

« Un ilot dans une mer bleue »

Ancien photojournaliste, ce grand bonhomme n'a pas réfléchi deux fois avant de s'engager pour accueillir les nouveaux arrivants, après avoir baroudé dans les camps de réfugiés du Proche-Orient et d'Asie. « C'était tellement une évidence d'aider ces gens démunis de tout, livrés à la grande pagaille, à qui on a mis un billet dans la main en leur disant Schönwalde, c'est là que vous allez ». L'association « Nouveaux voisins » est fondée par cinq habitants, vite épaulés par une centaine de bénévoles. Trois contre-manifestations tournent court.

Encore aujourd'hui, Rainer et

son épouse aident où ils peuvent, donnent des cours d'allemand ou gardent des enfants. Son engagement auprès des migrants lui a coûté deux pneus de voiture lacérés à coups de couteau. Mais c'est le manque de reconnaissance du travail réalisé bénévolement qui l'affecte. « Avec le recul, la phrase de Merkel prend tout son sens car le "Nous y arriverons !" n'a pas été suivi d'effet dans les échelons inférieurs. Nous avons tout porté à bout de bras mais dans notre région, le soutien des autorités aux initiatives pour intégrer ces personnes a été faible. Pour ne pas dire autre chose ».

10 ans ont passé et le vent a tourné. L'aide aux réfugiés n'est plus dans l'air du temps dans une Allemagne pressée de tourner la page. Selon un sondage paru cette semaine, publié par l'institut économique DIW, 65 % des réfugiés se sentent les bienvenus en Allemagne. En 2016, ils étaient 83 %.

La mairie de Schönwalde-



Le foyer pour réfugiés de Schönwalde-Glien, cité-dortoir de 11 000 habitants. Photo Rainer F. Steussloff

Glien est restée dans les mains de la CDU, de même que la circonscription, « mais c'est un ilot dans une mer bleue » (couleur de l'AFD, le parti d'extrême droite allemand) commente le maire Bodo Oehme. Dans son bureau, le chrétien-démocrate commente sans détour la vie politique de son pays et de son parti, passé de Merkel à Merz, chancelier au discours critique sur l'immigration. Lui trouve que l'ancienne chancelière a « fait du bon travail » et que la fermeture des frontières est

une « réaction trop tardive qui traduit notre échec à mettre en place des vrais contrôles efficaces aux frontières extérieures de l'Europe ».

Les statistiques indiquent une rapide diminution du nombre des demandeurs d'asile dans le Land de Brandebourg : 38 941 en 2023, 12 100 en 2024 et 6 500 attendus en 2025. Faute de nouveaux arrivants, le foyer "Erlenbruch" va fermer ses portes à la fin de l'année.

● À Schönwalde-Glien (Allemagne), David Philippot

Commerce international

Revers cinglant pour le roi américain du deal

Une cour d'appel a confirmé vendredi la décision de première instance : les droits de douane imposés par Donald Trump à quelque 70 pays sont illégaux. Un camouflet pour le président américain qui s'en remet désormais à la Cour suprême des États-Unis.

Il avait fait d'eux son arme favorite dans la guerre commerciale qu'il mène contre le reste du monde, et les avait même présentés triomphalement début avril pour un fameux « Jour de la libération ». Mais Donald Trump, pourrait perdre le moyen de pression qu'il a privilégié jusqu'ici dans ses négociations avec les partenaires commerciaux des États-Unis. Vendredi, une cour d'appel fédérale a tranché : une grande partie des droits de douane imposés par le magnat de l'immobilier étaient... illégaux. Un revers cinglant pour l'auteur de *The Art of the Deal*, qui n'a pas manqué de réagir sur son propre réseau Truth Social. « Aujourd'hui, une cour d'appel

très partisane a dit à tort que nos tarifs devraient être supprimés [...] Si elle était maintenue, cette décision détruirait littéralement les États-Unis d'Amérique ». L'annulation des droits de douane embarrasserait sérieusement l'administration, qui en a fait un pilier de sa politique économique.

La loi du deal

Le président américain a donc annoncé qu'il allait saisir la Cour suprême des États-Unis pour régler ce litige. Les droits de douane restent en vigueur en attendant la décision de celle-ci. Pour comprendre ce qui se joue ici, il faut revenir au début du second mandat de Trump. Après avoir longtemps menacé ses principaux partenaires commerciaux, Donald Trump était passé à l'offensive en imposant des droits de douane massifs de 25 % contre les produits importés du Mexique et du Canada. Or, aux États-Unis, la politique commerciale est d'ordinaire entre les mains du Congrès. Alors, pour éviter



Donald Trump. Photo Sipa/Newscom/CNP

la lenteur et l'incertitude du processus législatif, Donald Trump a employé l'International Emergency Economic Powers Act (IEEPA), un texte promulgué en 1977, permettant au président de disposer d'un large pouvoir de réglementer diverses transactions économiques à la suite d'une déclaration d'urgence nationale, peut-on lire sur le site du Congrès américain. Pour ériger ces barrières douanières, Donald Trump a donc prétexté l'inaction de ses voisins dans la lutte contre le

trafic de Fentanyl, une drogue de synthèse qui ravage les États-Unis (80 391 morts d'overdose en 2024, le chiffre le plus bas depuis... 2019). Il avait employé les mêmes arguments pour cibler le rival chinois, accusé de fournir les matières premières de ce puissant opioïde.

Les raisons ayant motivé à l'imposition de droits de douane contre le reste de la planète, dont l'Union européenne, sont plus litigieuses encore. Pour Donald Trump, l'état de la balance commerciale américaine serait une « urgence nationale », justifiant des sanctions douanières contre les pays entretenant un excédent commercial avec les États-Unis. Un usage abusif et illégal de l'IEEPA pour de nombreux observateurs. « La loi confère au président des pouvoirs importants pour prendre un certain nombre de mesures en réponse à une situation d'urgence nationale déclarée, mais aucune de ces mesures n'inclut explicitement le pouvoir d'imposer des droits de douane et autres taxes », détaille

cette dernière dans sa décision. L'administration américaine s'était inquiétée début août d'un tel dénouement, qui pourrait conduire les États-Unis à rembourser les taxes collectées. Pour le seul mois de juillet, les recettes douanières s'élèvent à 142 milliards de dollars. Pour l'heure, il semblerait que Trump a confondu l'art et la loi du deal.

● Kevin Nectoux

AG de l'ONU : des visas refusés à l'Autorité palestinienne

L'administration Trump a annoncé vendredi qu'elle refuserait l'octroi de visas à des membres de l'Autorité palestinienne, en vue de l'Assemblée générale de l'Onu prévue en septembre à New York, suscitant l'indignation de l'Union européenne qui a appelé les États-Unis à « reconsidérer » cette décision. Durant cette AG, de nombreux pays, dont la France, reconnaitront l'État de Palestine.